

La question des générations

Qui a pris, laissé ou transmis quoi à qui, comment et pourquoi ?

Gilles Gagné

Volume 53, numéro 1 (293), octobre 2011

L'abdication

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/65440ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagné, G. (2011). La question des générations : qui a pris, laissé ou transmis quoi à qui, comment et pourquoi ? *Liberté*, 53(1), 7–39.

LA QUESTION DES GÉNÉRATIONS

**Qui a pris, laissé ou transmis quoi
à qui, comment et pourquoi¹?**

Lorsque j'ai répondu favorablement à votre aimable invitation, j'ai commencé par supposer qu'il me serait facile de trouver un chemin pour aller vers la question des générations sans passer par l'intitulé de votre colloque : « Que nous ont laissé les boomers ? » J'avais toujours réussi jusqu'alors à éviter d'aborder la question des générations dans les formes du bilan et je n'ai pas soupçonné en acceptant l'invitation que votre question pourrait se mettre à me travailler, au sens étymologique, et à me couper un à un les ponts menant vers la terre ferme.

Le problème des « boomers », en effet, traîne dans l'air du temps depuis déjà assez longtemps ; il va, il vient, il repart puis il revient, à chaque fois avec une nouvelle connotation. Associée au terme « boomer », la question des générations semble particulièrement bien

1. Ce texte est tiré d'une conférence donnée le 17 mars 2011 à l'Université d'Ottawa, à l'invitation des étudiants de 2^e et 3^e cycles associés au Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM). Je remercie Yvan Carel, qui a fait le verbatim de la conférence.

taillée pour la discussion dans les cafés philosophiques, ces endroits conviviaux où l'on pratique le concept et la distinction dans l'horizon du jugement pratique, mais en évitant les détours embrouillés par les faits pour ne pas perdre de vue l'intention philosophique : « nous », « eux », « laisser », « prendre », « héritage », « avenir », « génération », « justice ». Quand elle se convertit aux chiffres, la même question soulève les passions jusqu'au « Fonds des générations », une tirelire instituée par le gouvernement québécois en 2006 pour amadouer Mario Dumont et pour construire autour de la « dette » une mythologie capable de nous détourner du congé fiscal permanent accordé au mot « investissement ».

Du point de vue de l'analyse sociologique, la question paraît à la fois trop riche et trop mince : elle part d'un fait de morphologie sociale, les générations, qu'elle combine à la mutation culturelle qui a marqué l'époque des « boomers » pour rabattre plus d'un demi-siècle d'histoire sur des conséquences politiques contemporaines. Sans compter que dans le cas du présent colloque, la question du legs des boomers est accompagnée d'une clause interprétative qui introduit dans l'affaire des connexions souterraines avec une autre de nos increvables bêtes à colloques, la Révolution tranquille : « Que nous ont laissé les boomers ? Réflexions dans le sillage du 50^e anniversaire de la Révolution tranquille. »

Il se trouve cependant que, malgré toutes ces excellentes préventions, et quelques autres que je vous épargne, je n'ai pas réussi à me défiler. Alors que j'en étais encore à tâter à tour de rôle tous les faux-fuyants pour en choisir un bon, un mauvais aiguillage me jetait à répétition en tête-à-tête avec les maudits boomers. Je vais donc ici tenter d'honorer la question, que j'ai résolu d'assumer de guerre lasse, au moins celle qui se tient en surface du lieu commun et qui nous invite à un bilan des valeurs. Une telle entreprise exigera cependant que vous m'avanciez généreusement au moins deux choses : du temps et de la tolérance.

Pour ce qui est du temps, disons-le tout de suite : il vaudrait peut-être mieux laisser au froid les canapés de la réception de ce soir parce qu'il n'y a pas de conclusion naturelle pour mettre fin à un bilan. Un bilan en attire un autre. Comme je suis votre invité et que vous n'oserez pas commencer dans cinq minutes à me filer des petits papiers m'annonçant qu'il m'en reste deux, je devrai m'arrêter au milieu de nulle part, le plus tard sera le mieux. Car admettez que la

situation initiale n'est pas banale : d'un côté le ministère nous dit que les boomers sont nés entre 1945 et 1964, comme on le verra bientôt, alors que de l'autre côté vous vous demandez, vous qui êtes nés dans les alentours de 1985, « ce qu'ils vous ont laissé ». En apparence, je serais donc ici mis en demeure de vous expliquer ce que vos parents vous ont laissé, une chose dont je n'oserais pas me mêler autrement qu'en évoquant le fabuliste : labourez, retournez la terre (et peut-être un peu les matelas), un trésor y est sans doute enfoui ! Comme je n'ai pas l'intention d'être le représentant de mon groupe d'âge, il nous faudra un peu de temps pour remonter ensemble vers la sociologie, et pour corriger au passage les présupposés du ministère.

Commençons par la fin

Pour ce qui est de la tolérance, je vais tenter de vous l'arracher en faisant comme les journalistes et en vous livrant dès maintenant une conclusion à laquelle aucun des arguments qui suivront ne mènera. Ce sera toujours cela de pris. Avant de répondre à la question de surface, en somme, offrons-nous la réponse à une question sous-jacente, au cas où ce serait la plus importante.

Car je ne suis pas convaincu qu'il soit suffisant de prendre au pied de la lettre notariale, comme nous allons le faire tout à l'heure, tous les débats contemporains concernant la mémoire, le patrimoine, l'héritage, les traditions ou la justice intergénérationnelle. Un peu comme on doit le faire pour ce qu'un ami paradoxal appelle les groupes « néo-trad » qui chantent l'aïeul, il faut aussi entendre dans toutes les formes du retour au passé proche la recherche de points de repère et d'enseignements dont on pourrait tirer une ligne de conduite et une sagesse. À cause de la difficulté d'imaginer un avenir « collectif » à la face du délitement de cette épithète, nous passons en revue les morceaux du passé national et nous cherchons parmi eux ceux dont la constitution annoncerait l'aptitude à durer. Et à partir de la durée, nous essayons de réinventer du temps.

Notre incertitude politique est grande et la question qui se traîne derrière celle de la justice intergénérationnelle (ou derrière celle de la perte de la « substance » canadienne-française, etc.), c'est celle que nous n'osons plus poser : « Que sommes-nous en droit d'espérer ? » demandait Kant, « Que faire ? » répétait Lénine. Telle est, au fond, la question que remplacent maintenant ses multiples avatars intergénérationnels, écologiques, patrimoniaux, mémoriels et historiques :

Que nous ont-ils laissé? Que pouvons-nous protéger? Que sommes-nous en mesure de défendre? Que sommes-nous en droit de garder? Au lieu du « Que faire? » innocent de ceux qui avaient la « raison » de l'avenir en poche, nous avons maintenant une sorte de « Que pouvons-nous éviter de *défaire* encore? » qui regarde vers l'avant sur le mode négatif. Le sens des discussions qui tournent autour des héritages, en commençant par une gigantesque philosophie politique (néo-trad elle aussi) qui rejoue en mode virtuel la geste des modernes, c'est la perplexité politique quant à l'avenir.

Ma conclusion de substitution sera donc la suivante : il en est ainsi parce que nous avons déjà mis un pied dans le *présent des processus*, en dehors du temps de l'histoire. Nous pressentons dans nos vies l'ébranlement du temps lui-même. Le temps du « Que sommes-nous en droit d'espérer? » vacille sur ses bases. Nous goûtons chaque jour à un gigantesque « comme si c'était déjà fait », qui dévore la durée où séjourne tout ce qui vit, qui dévore la surprise, la contingence, le risque, le projet, l'accident, l'inédit et l'inespéré — cet inespéré dont Héraclite affirmait qu'il est impénétrable et scellé, réservé à ceux qui peuvent espérer. Le « présent des processus » met tout à plat dans la transparence de l'algorithme. Comme on le dit chez les actuaires des compagnies d'assurances, il actualise les virtualités à leur valeur présente et il fait disparaître l'avenir en absorbant tout aléa dans les marges étroites de la « probabilité ». Nous pressentons que seule la catastrophe pourra encore nous surprendre et que cela ne sera pas pour le mieux.

L'ébranlement du temps dans le présent des processus nous détourne de l'avenir, transforme l'utopie collective en rêves privés et donne des accents agressifs à l'intimation télé-réelle assénée au tute-toi : « Réalise ton rêve. » Mieux encore, dit un clown : « Je rêve du jour où chacun aura droit à son rêve. » À défaut de faire autre chose, l'autoréférence fait du surplace pendant que le citoyen devient prolétaire impérial et navigue dans le « vivrier global de la main-d'œuvre » (dit le FMI), en espérant être admis un jour dans les enclaves *offshore* de l'*overclass*, là où l'aiguille du rendement financier semble être bloquée sur le 20 % de l'éternité. Faudrait-il blâmer, dans ces circonstances, ceux qui ont au moins le courage de s'accrocher au temps et de se tourner vers le passé collectif pour régler des comptes? D'ailleurs, comment pourraient-ils se déclarer d'office en « dette » à l'endroit d'un passé dont le seul mérite serait qu'ils en sont venus,

s'ils ont le sentiment d'avoir été abandonnés au bout d'un chemin qui ne mène nulle part ?

Pour avancer un peu au sujet de la nature de ce présent des processus qui montre le bout de son nez dans nos vies, nous pouvons sauter par-dessus tout le temps de l'histoire pour aller le comparer au *présent des origines*. Les sociétés dites primitives vivaient dans le présent des origines. Chaque fois que se posait un problème quant à l'usage des êtres et des choses, elles s'en remettaient — par le détour du mythe — à l'origine des objets de la pratique litigieuse pour en retrouver le sens : origine du tabac, origine des chiens, origine des pères, origine du maïs, origine du feu, etc., et, quand il le fallait, à l'origine de la « parole » elle-même. Les contingences de ces récits rocambolesques, et les discriminations significatives qui les articulaient, ranimaient dans le sens commun la destination des êtres et réinventaient au besoin, par le détour d'interprétations éminentes, leur place dans la culture. Pour cette humanité, il n'y avait de sens que celui qui fut donné avec l'origine, et sortir du présent de l'origine aurait été sortir du sens.

Bien loin de là, ce que nous pressentons dans le présent des processus ce n'est pas la ligne d'un sens, mais celle qui pointe vers où tout va et vers où tout est entraîné par tout ce qui y va. Nous savons qu'ils sont déjà sur la route les camions qui apportent le pétrole vers la fabrication des machines à trouver du pétrole et qu'ils reviendront pour faire le plein afin de pouvoir y retourner. Nous savons que les tonnes de gaz qui détruisent l'ozone sont déjà en route vers leur destination finale et nous savons en quelle proportion elles seront retardées, et pendant combien d'années, dans les réservoirs pourris-sants de nos « parcs » à ordures. Nous savons que le prix du maïs qui sera vendu en octobre par les agriculteurs qui attendent que la terre soit prête pour les semailles est déjà fixé sur les marchés à termes et que les variations de ces prix seront absorbées par un système de distribution des marges de profit emboîtées en poupées russes, ces produits dérivés dont les prix sont eux aussi déjà connus. Nous savons qu'il y aura plus de déchets, moins de glace, moins d'espèces, plus de volatilité et plus de mesures correctives obligatoires à appliquer par les gouvernements. Chaque élément du système processuel rend nécessaire l'élément voisin et ils s'élèvent tous ensemble en position de nécessité automatique qui vaut justification du mouvement d'ensemble.

Tout est comme si c'était déjà fait. Les différentes tendances se rencontrent quelque part dans l'algorithme intemporel et comme ce point était jadis appelé « avenir » par la subjectivité nous avons maintenant l'impression que c'est l'avenir déjà tout fait qui se dirige vers nous à toute vitesse. Dans l'islam, un prêtre peut prononcer contre un grand pêcheur une condamnation, appelée fatwa, sans s'occuper plus avant de la faire appliquer. Un jour ou l'autre, dit-on, quelqu'un quelque part s'en chargera. On dit que la flèche noire d'une fatwa ne peut pas être rappelée sur la corde de l'arc et que celui vers qui elle vole est déjà mort.

À l'échelle du sujet, le présent des processus décline ses prodromes en plein jour. Lorsqu'une personne se trouve au seuil de sa vie active, il suffit de connaître son plan d'études (on son absence de plan d'études), son plan d'épargne (idem), son plan hypothécaire, son plan de rémunération, son plan de médicaments, son régime de retraite, son régime d'assurance et les différents taux de crédit qui articulent les différentes parties de son « plan de vie » pour savoir que cette personne sera morte à tel âge en laissant derrière elle tel patrimoine. C'est un processus et, dans le meilleur des cas, il devrait se dérouler avec la transparence d'un programme, en octroyant au sujet sa part des « commodités » sociales. Entrer dans la vie à l'ère du présent des processus, ce n'est pas exactement marcher « pieds nus dans l'aube » !

Les trois personnages du théâtre des rapports intergénérationnels

Mais trêve de conclusions démoralisantes. De toute manière, vous vous doutez bien que je ne suis pas en train de dire que nous glissons sur la « pente d'un processus » vers le « présent des processus » et que, si j'ai livré mes conclusions en commençant, c'est que je considère que les thèses théoriques les plus significatives sont celles que la pratique peut encore réfuter. Je crois, en somme, que s'il y a tant de volontaires qui se tournent vers la mémoire, le patrimoine, l'héritage, le pays, le territoire, l'histoire et la terre, c'est qu'ils le font en tant que maquisards qui remontent vers une cache d'armes en se demandant : « Que pouvons-nous ne pas défaire qui nous éviterait d'être défaits ? » Je ferai donc comme s'il y avait une taupe qui dort dans notre perplexité politique et je supposerai que la faille principale du présent des processus, c'est de s'être laissé deviner avant d'être devenu invisible dans son achèvement.

Là-dessus, réglons une bonne fois pour toutes le sort des baby-boomers. Si votre héritage ne fut précédé d'aucun testament, a dit René Char, vous pourrez au moins dire qu'il a été suivi par un état de compte. Mais comme les bons comptes ont parfois besoin de précisions sociologiques, je vais commencer par distinguer dans l'affaire du boom les trois personnages types qui y tiennent un rôle. Avec «vous», qui figurez dans votre question à titre de «nous» («Que nous ont-ils laissé?»), cela fera quatre. Ces distinctions me permettront ensuite de m'aventurer sur le terrain de la question elle-même et d'explorer qui a pris, laissé ou transmis quoi à qui, comment et pourquoi.

Dans tout cela, je vais être forcé de m'en tenir à la surface des choses, en faisant comme si toute la réalité sociale passait par des rapports intergénérationnels. Je vais broser le tableau d'une sorte de mythologie intergénérationnelle. Mais tant qu'à faire le théâtre de ces rapports, je propose au moins qu'on le fasse avec de bons personnages! Or, ces personnages, comme je l'ai dit à l'instant, il n'y en a pas deux (nous/eux), mais trois, sans compter «vous»: l'élite catholique qui va faire la Révolution tranquille en 1960, ensuite les gens nés en 1940 — leur naissance fut sans contradiction possible le début des temps nouveaux —, et finalement ceux qui sont nés en 1960, les plus nombreux, qui n'étaient pas nécessairement les enfants des précédents.

Les générations sociologiques, en effet, ont assez peu à voir avec l'engendrement. Elles sont créées par des événements historiques qui cristallisent dans le groupe d'âge pour lequel ces événements sont les plus significatifs le sentiment d'un destin commun, sentiment auquel adhèrent progressivement les membres des groupes d'âge contigus. Si une bombe atomique (ou économique) nous tombait aujourd'hui sur la tête, les gens dans la vingtaine, qui sont au seuil de tout entreprendre dans la vie, subiraient tout au long de leur vie ultérieure une panoplie de misères, de retards, d'empêchements et de maladies synchronisés résultant, comme Simon Langlois l'a montré, d'une sorte de faux départ «collectif». Même si quinze ans plus tard une autre bombe, celle de l'abondance et du plein emploi cette fois-ci, devait éclater avec autant de violence, cela ne viendrait nullement transformer la nature de la génération précédente, mais serait plutôt à l'origine, à nouveau chez les gens dans la vingtaine, d'une vision «jovialiste» qui permettrait de distinguer deux générations successives n'ayant pourtant entre elles qu'un minimum de rapports d'engendrement.

Sur la base de cette précision terminologique, une première impression doit être corrigée quant à l'orientation de l'enquête que vous voulez mener ici. Selon l'intitulé et l'argument de votre colloque, on pourrait avoir le sentiment que les boomers ont fait la Révolution tranquille ou qu'ils lui ont été étroitement associés; en fait, ils ont eu assez peu à voir avec elle, car c'est elle, plutôt, qui s'est occupée d'eux.

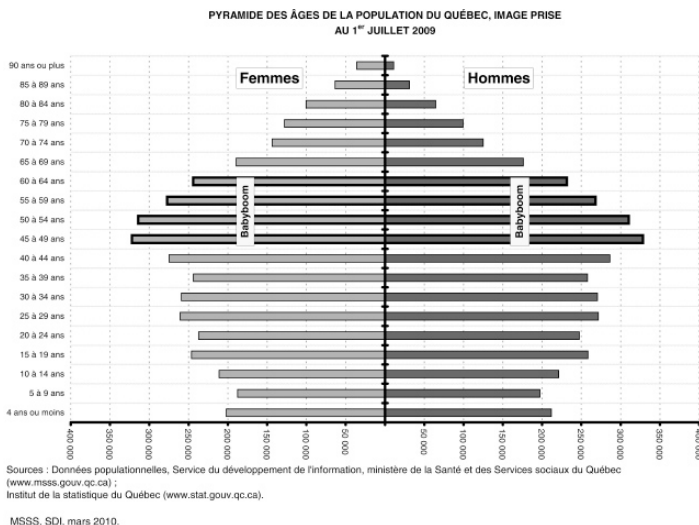
Regardons ensemble, à titre de premier indicateur, une liste quelconque d'acteurs de la Révolution tranquille : si je nomme Jean Lesage, Paul Gérin-Lajoie, René Lévesque et Georges-Émile Lapalme, vous vous dites : « Ça a du bon sens. » Si je nomme en même temps leurs amis, qui étaient eux aussi dans l'aventure de la réforme sociale : Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand, Gérard Pelletier et Jacques Hébert, vous vous dites : « Va pour la génération de la Révolution tranquille et va pour *Feu l'unanimité*. » Si j'ajoute Jean Drapeau, pas tellement pour faire municipal, mais bien parce qu'il avait annoncé, alors qu'il lorgnait vers la direction du Parti libéral en 1958, qu'il fallait aux Canadiens français une « révolution paisible », vous me dites : « Nous te concédons évidemment l'auteur du nom »; et puis, si je continue comme ça, avec des chefs d'opposition : Daniel Johnson et Réal Caouette, avec des inventeurs d'indépendance : Marcel Chaput, André d'Allemagne, Pierre Bourgault, avec des syndicalistes nouveau genre : Michel Chartrand, Marcel Pepin, Louis Laberge, Madeleine Parent, Pierre Vadeboncoeur, et puis encore avec des technocrates : Gérard Nepveu, Claude Castonguay, Jacques Parizeau, Arthur Tremblay, Michel Bélanger, Monseigneur Parent (celui qui a donné son nom à la Commission), Roch Bolduc, Robert Boyd; puis, si encore je livre les noms de quelques journalistes pionniers : André Laurendeau, Judith Jasmin, Claude Ryan, Jeanne Sauvé, Jean-Paul Desbiens, en ajoutant des artistes participant de cette mouvance : Jacques Ferron, Marie-Claire Blais, Pierre Perreault, Gaston Miron, ainsi que deux chanteurs : Félix Leclerc côté jardin et Willie Lamothe côté cour, en terminant par une flopée d'universitaires de notre tribu : Guy Rocher, Fernand Dumont, Marcel Rioux, Gérard Bergeron, Jean-Charles Falardeau et Gérard Dion. Bref, si j'évoque tout ce beau monde, à toute vitesse et au hasard de mon souvenir, vous conviendrez qu'ils font indubitablement partie des « acteurs de la Révolution tranquille ».

Vous ayant arraché cet aveu, je sors alors ma calculatrice afin de connaître la date moyenne de leur naissance : 1920, avec un écart type de moins de six ans. Voilà un groupe très « tricoté serré ». Si vous ne faites pas confiance à cette méthode intuitive, vous pouvez toujours vous tourner vers Jean Charest pour plus d'objectivité : il y a deux ans, il a instauré une commission pour célébrer les artisans de la Révolution tranquille (lui qui voulait la jeter aux poubelles de l'histoire en 2003), avec médailles, site web, plaques de bronze et reconnaissance éternelle de l'État québécois. Cette commission du gouvernement a médaillé 47 grands artisans (qui recoupent à moitié les miens). Or, l'année de naissance de ce groupe sélect est 1919, mais avec un écart type de deux ans supérieur au mien. Il faut dire que la commission en a profité pour honorer quatre ou cinq vénérables réformateurs et que cela a pu nuire à son écart type : Thérèse Forget-Casgrain, par exemple, s'est mariée en 1916. Faut quand même pas exagérer avec les acteurs des années 1960 !

Tout cela simplement pour vous dire ceci : la Révolution tranquille n'est pas le fait des boomers. Ces gens nés autour de 1920, que je vais appeler comme tout le monde les « Révolutionnaires tranquilles », ont eu 20 ans en 1940, et ils étaient dans la force de l'âge en 1960. Ce sont là trois moments de la vie très importants : la naissance, la jeune vingtaine et la force de l'âge.

Tournons-nous maintenant vers le cas des baby-boomers. Il faut ici réaliser d'entrée de jeu que le maniement de cette étiquette est largement le résultat de conventions plus ou moins explicites et qu'il n'y a pas de définition stricte, d'appellation contrôlée, de carte de membre pour l'appartenance à ce groupe. L'habitude, par exemple, de parler du « *postwar baby boom* » est venue des Américains qui ne l'ont découvert chez eux qu'en 1948, plusieurs années après son début. De la même manière, on en est venu avec les années à identifier le baby-boom avec la « pente » de l'augmentation de la population, une pente qui, au Québec et au xx^e siècle, est la plus raide entre 1953 et 1973. Or les migrations, la structure par âges de la population et la fécondité font ensemble qu'il s'agit là d'un tout autre phénomène. En accouplant ces deux conventions douteuses (« après-guerre » et « croissance rapide ») et en rognant les bords par souci de vraisemblance (pour éviter de faire de vous des boomers !), le ministère de la Santé et des Services sociaux considère ainsi que font partie du baby-boom les citoyens nés entre 1945 et 1964, une convention

absurde qui étire le « boom » jusqu'au moment où l'indice synthétique de fécondité tombe en dessous du seuil de la reproduction naturelle de la population.



Personnellement, et en accord avec le très beau et très juste livre que François Ricard a écrit sur la question², je vous propose aujourd'hui une autre convention, fondée celle-là sur l'histoire du taux de natalité, une convention qui ramène la cohorte des baby-boomers à la seule période du « boom » des naissances, une période assez courte mais très typée de l'histoire du Québec. Lorsque nous examinons pour le xx^e siècle québécois le graphique des taux de natalité par 1000 habitants, ce qui nous frappe en premier lieu, c'est autant la dépression du nombre des naissances qui a suivi la Première Guerre mondiale que le boom des naissances qui a précédé et accompagné la Seconde Guerre mondiale. Le point d'inflexion entre ces deux mouvements, à 24 naissances par 1000 habitants, se situe en 1937, et le prochain point d'inflexion, celui qui marque le sommet de cette reprise des naissances, se situe en 1947 et s'établit à 31 naissances pour 1000.

2. Voir François Ricard, *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Boréal, 1992.

Le baby-... BOOM!!!, comme on écrit ce mot dans les bandes dessinées, se trouve pour moi entre ce périclès et cet apogée, nullement sur le paisible plateau de la haute natalité qui suit et qui étire jusqu'à la fin des années 1950 « les délices de la vie domestique ». On assiste durant cette période 1937-1947 à un changement de régime et à une transformation de l'air du temps. Les reports, les faux départs, les retards, la prudence, l'insécurité quant à l'avenir et le *coitus interruptus* imposés à la jeunesse par la Première Guerre mondiale et les années 1920 et 1930 cessent de freiner son élan en 1937, et la « famille » redevient ensuite, en moins de dix ans, l'idéal accessible à tous qu'elle représentait auparavant au Canada français. C'est ce début des « temps nouveaux » qui nous intéresse ici, ceux marqués par la prospérité économique, la libéralisation des mœurs et la fatigue interne du rigorisme de l'Église. L'enthousiasme devant la vie et l'enfant « désiré » (plutôt qu'accidentel) a présidé durant cette période à la naissance des boomers et, dans la foulée, les cohortes qui vont suivre s'associeront à ces « bien nés ».

Courbe des taux de naissances pour 1000 habitants au Québec, 1900-2009



Source: Données de l'Institut de la Statistique du Québec (dernière modification 11 janvier 2011), tableau: Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2009 dans *Démographie, Naissances et décès*.

Je vous propose donc de considérer que « l'esprit » de notre deuxième personnage est né en 1940, qu'il a eu 20 ans en 1960 et qu'il a atteint la force de l'âge en 1980. Au lieu de 1940, j'aurais évidemment pu dire 41-42, comme Ricard, ou encore 38-39, comme les statistiques, mais l'esthétique a ses exigences.

Venons-en finalement à notre troisième personnage : la génération X.

Ce qui caractérise cette génération, ce n'est pas tant l'époque de ses accomplissements, comme le fut 1960 pour les révolutionnaires tranquilles, ni le moment historique de sa naissance, comme cela fut le cas pour les boomers, mais bien l'année de son entrée dans la vie adulte et de ses 20 ans, qui fut 1980. La génération X représente la génération la plus nombreuse qu'il y a eu (et qu'il n'y aura plus de sitôt) au Québec : il est né, seulement en 1960, dans les 145 000 Québécois. Si nous formions avec ceux nés en 1960 une cohorte à cinq ans d'écart type, semblable à celle qu'ont formée les révolutionnaires tranquilles, ils seraient près de deux millions. Comme ils sont encore presque tous vivants, on imagine sans peine l'ampleur de la «soirée retrouvailles» (ou de la manif) qu'ils pourraient nous mettre sous le nez.

Or, il s'agit là, en dépit de la force du nombre, d'une génération «faible», comme on le dit en grammaire allemande, d'une génération qui a décliné pratiquement toutes les exceptions à la règle. Cette génération a en effet pris la très mauvaise décision de venir au monde autour de 1960. Ce plan de carrière, qui les menait à avoir 20 ans dans les années 1980, les menait aussi à la rencontre de désagréments sans nombre, tombés sur le Québec juste au moment où il était question pour eux de faire leur entrée dans la vie active.

La déprime postréférendaire de leurs aînés d'abord : qui veut commencer sa vie d'adulte en faisant la glauque expérience d'une telle déprime ? En 1980, hasard cosmique, tout s'apprêtait, comme par suite de la défaite référendaire, à verser dans le «post». Les clauses «orphelin», par exemple, furent très certainement la chose la plus post-ardeur syndicaliste jamais inventée. Et cela coïncidait avec la montée des emplois à temps partiel, une invention qui a permis de construire l'empire Walmart sur de la pacotille, et sur fond de chocs pétroliers à répétition. Sans compter la stagflation, ce mystère du taux d'intérêt à 20 % accompagné d'un taux de chômage à 15 %, une situation tout sauf optimale pour des jeunes qui cherchent un logement ou qui veulent acheter une maison. Après seulement vingt ans d'éducation pour tous, un tel taux de chômage tombait d'ailleurs principalement sur la première jeunesse instruite de notre histoire, qui inventa alors le chômage des diplômés. On sonna l'alarme devant le taux de suicide des jeunes, une réalité depuis 1965 il faut le rappeler, ce qui n'était pas pour mettre de la joie dans l'air. C'est en effet au

début des années 1980 que le suicide des jeunes a acquis la réputation officielle d'être « épidémique ». Même les utopies désincarnées ont fermé boutique, les groupes marxistes-léninistes en tête. La dérive des institutions, la globalisation du capital et les crises identitaires faisaient leur entrée dans l'histoire, comme pour signer la fin des Trente glorieuses. Les garçons, à l'exception de quelques-uns, étaient trop polis pour protester : l'essentiel de leur déveine, croyaient-ils, venait de la compétition des femmes qui arrivaient massivement sur le marché du travail, après la conquête d'une certaine égalité politique en 1940.

En réalité, les X ont été laissés pour compte par la société qui les a vus naître, le local, le provincial, le fédéral et le global s'entendant tous pour négliger cette jeunesse surabondante qui se trouvait alors inutile. Syndicalisme, féminisme, souverainisme, socialisme, étatisme et contre-culture allaient leur rester durablement en travers du gosier. Même l'informatique leur a fait faux bond, car ils sont arrivés à la force de l'âge en 2000, année de l'effondrement du monde virtuel (Y2K) ! Nous pouvons donc prédire, simplement sur la base du destin, que lorsqu'ils prendront leur retraite dans les années 2020, les caisses seront en cessation de paiement (le temps de se refaire).

Je résume.

Nous avons donc trois types, trois types dont la formule naissance-jeunesse-maturité fait avancer à chaque fois d'un cran le curseur sur la période historique correspondante : 1920-1940-1960-1980-2000. Nous avons construit le premier type à partir de 1960, puisque c'est sa maturité qui le singularise, le deuxième à partir de 1940 (sa naissance) et le troisième à partir de 1980 (sa jeunesse). Les leaders du premier type parlaient latin et ils disaient, comme les fondateurs de mon collège, « *Meliora paramus* », « Nous préparons des choses meilleures ». (Autrefois, quand les élèves devenaient « *full patch* » de leur collège, comme on dit chez les Hells Angels, on leur collait sur le cœur un badge brodé d'une devise du type « *Meliora paramus* ». Inutile de dire qu'un tel slogan n'évoquait nullement le succès individuel dans la vie : c'est de conscience sociale qu'il était question dans cette affaire.) Les Québécois qui relèvent du deuxième type avaient un tout autre adage ; comme ils baragouinaient tous un peu d'anglais, ils chantèrent bientôt avec Jim Morrison (1943) : « *We want the world, and we want it now.* » Quant aux X, ils ont proféré très fortement leur sentence en 1995, année du second référendum ; c'est par

la bouche d'une jeune femme de 19 ans qui étudiait alors à McGill qu'ils sont arrivés, en français, à cette conclusion : « Le Québec me tue. » L'expression reprenait en couleur locale et sur le tard la thèse des artistes X, des « vauriens » (punks), qui écrivaient « *No future* » partout, sur les murs de préférence.

Les révolutionnaires tranquilles étaient donc dans les promesses d'avenir, les boomers dans le présent des possibles, les X dans le passé comme hypothèque. Les premiers ont grandi dans la Crise et se sont réalisés dans l'abondance alors que, à l'autre bout du spectre, les X ont grandi dans l'abondance et se sont réalisés dans la Crise. Les premiers formèrent une jeunesse « rare » et « vocale » (quand il faut un anglicisme, il faut un anglicisme !), les *babies* une jeunesse abondante et bruyante (pensez à Elvis), et les X furent une jeunesse surabondante et relativement discrète. Les premiers fonctionnaient selon le principe de la *delayed gratification*, pourrait-on dire avec le sociologue Talcott Parsons, les seconds étaient en mode *unrestrained appetites*, a dit Daniel Bell, alors que les derniers ont subi la loi de la privation relative. Les premiers étaient dans l'investissement, les seconds dans la prise de profit, les troisièmes dans le déficit structurel. Les révolutionnaires tranquilles se sont engagés dans la vie professionnelle *comme si* c'était une vocation (Weber), les boomers ont eu un emploi stable, et les X ont commencé à titre de contractuels occasionnels dans un réseau. Les premiers ont fini avec l'amère déception de voir la société en marche trahir leur idéal catholique (servir), les deuxièmes, après avoir goûté à tous les possibles, goûtèrent à la fatigue d'être soi, et les troisièmes colorèrent leur maturité d'une sorte de victimologie, se situant entre Richard Martineau et Jeff Fillion. Les révolutionnaires tranquilles ont choisi la mobilité sociale descendante qui les a menés de l'élite clérico-nationale du Canada français vers la classe moyenne de la société québécoise, les boomers sont montés du marché du travail vers la classe moyenne de l'emploi, et les X connaissent la mobilité sociale latérale qui porte les classes « nationales » de l'emploi vers le vivrier global de la main-d'œuvre³.

3. Sur la fragmentation contemporaine de la classe moyenne, voir les travaux récents de Simon Langlois : « Mutations des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008 », *Les cahiers des dix*, Les éditions La Liberté, no 64, 2010, p. 121-143. J'aurais en effet tendance à dire, au vu des résultats de mon collègue, que la classe moyenne (qui chez nous a gardé sa taille) a perdu son unité subjective, son poids politique, sa capacité de se reconnaître, sa capacité de prise de parole, bref, son rôle symbolique à titre d'idéal de modération capable de rappeler le parvenu à la honte de lui-même. Maintenant que le « succès spectaculaire » se déploie dans l'ailleurs de la scène globale, le succès individuel est en conséquence strictement bénéfique, c'est-à-dire sans conséquence pour personne, aucun excès ne pouvant

Essentiellement, les premiers étaient personnalistes chrétiens, les deuxièmes ont été contestataires, et les troisièmes sont, devant le tribunal de l'histoire, plaignants dans leurs bons jours, plaignards le reste du temps.

Inventaire de quelques biens publics reçus *ab intestat*

Comment, avec ces trois *dramatis personæ*, revenir maintenant à la question que l'on m'a soumise ? D'ailleurs, est-ce bien encore ce qu'ont laissé les boomers qui nous intéresse ou n'est-ce pas plutôt, d'une manière plus générale, ce qu'il est resté de toute cette histoire ? Voilà qui pourrait nous entraîner loin...

Pour me simplifier la vie, je vais donc procéder encore une fois selon le sens commun. Je vais distinguer, à titre d'indicateurs, quatre projets qui ont porté la génération de la Révolution tranquille, qui sont ensuite devenus des réalités pour les boomers, des réalités dont a été finalement exclu, je viens de l'évoquer, le gros de la génération X. J'indiquerai ensuite, en vis-à-vis de ces projets structurants au long cours, quatre tendances de la culture contemporaine dont on pourrait dire tout aussi bien qu'elles sont les conséquences des « projets » que leur négation. Je vous demanderai finalement de tirer une ligne au bas des deux colonnes et de faire votre propre bilan, non sans vous indiquer quelques préférences personnelles.

Je vais nommer quatre valeurs : l'honneur du travail, l'égalité politique des femmes, l'éducation pour tous, et l'amour de la république. Ce ne sont évidemment pas les révolutionnaires tranquilles qui ont inventé le syndicalisme, le mouvement moderne pour l'égalité politique des sexes, celui en faveur de la démocratisation de l'éducation ou la liberté politique des anciens, mais tous ces projets de société sont passés par eux et, de quelque manière, c'est ainsi qu'ils se sont rendus jusqu'à nous. C'est un héritage, si l'on veut. Alors, détaillons un peu l'inventaire.

L'honneur du travail, c'est d'abord l'idée selon laquelle il est interdit de se déshonorer pour gagner sa vie, et c'est ensuite la détermination à prendre les moyens nécessaires pour éviter que cela ne se

être d'office qualifié de « nuisance pour la société », pas même « la plus grosse porcherie du monde », celle que vantent à l'occasion *L'actualité* et *Les affaires*. La classe moyenne a donc perdu sa fonction de médiateur de la parole publique et elle n'est guère plus maintenant qu'un agrégat statistique. Cela est une hypothèse.

produise. Cette idée a encore du sens pour beaucoup de gens. Le Québec est encore très syndiqué et même si Claudette démissionne, même si le *Journal* de Julie et de son sympathique banquier a cassé son syndicat, même si *The Economist* annonce que l'ultime et décisive bataille contre le syndicalisme sera livrée dans la fonction publique, même si le syndicalisme, en de nombreux endroits, protège mieux le sabotage des paresseux (orienté contre leurs collègues) que l'autonomie collective des travailleurs; malgré tout cela, l'interdiction de se déshonorer pour gagner sa vie est une idée qui circule encore au Québec, plus qu'en bien d'autres endroits en Amérique et, au pire, elle est une épaisse couche de braise sur laquelle il vaut mieux éviter de jeter trop de vieux journaux. C'est une idée qui est venue du Wisconsin, ou qui est arrivée avec les immigrants européens, ou que des clercs ont été autorisés, par des encycliques papales, à encourager; elle a laissé dans son sillage le plus haut taux de syndicalisation en Amérique du Nord, celui qui baisse le moins vite; elle s'est associée dans le passé à d'autres finalités politiques, et il n'est pas impossible qu'elle le fasse à nouveau à l'avenir. Les révolutionnaires tranquilles, qui savaient ce que signifie le prolétariat colonial, ont grandi avec cette valeur, par hasard ou par choix, et ils l'ont enracinée durablement dans les institutions.

L'égalité politique des femmes n'a pas été inventée par les révolutionnaires tranquilles ni, à plus forte raison, par les boomers. Elle aussi provient d'avant. N'ai-je pas nommé tout à l'heure Thérèse Forget-Casgrain? Ma mère, contrairement aux vôtres, n'avait pas le droit de vote quand elle est née, et ce sont les jeunes de 1940 qui ont célébré au Québec l'aboutissement d'un mouvement lancé (puis combattu) par la République de 1789. C'est seulement à partir de cette égalité politique «formelle» obtenue au xx^e siècle que l'on renoncera vraiment à la thèse selon laquelle la participation des femmes aux institutions de la société doit nécessairement passer par l'alliance matrimoniale. Même la Révolution française avait reculé d'effroi devant cette perspective. Car comment maintenir, demandait-on, l'assujettissement de la famille, lieu privé de la prime socialisation, à la République, lieu de la chose commune, autrement qu'en soudant dans chaque ménage l'une à l'autre, autrement qu'en soumettant le sort de la femme privée à celui de l'homme public et autrement

qu'en reproduisant dans chaque famille la domination du commun sur le privé, c'est-à-dire la domination de l'homme sur la femme ? Et comment faire admettre cette articulation structurante pour la République sans la fonder, sur le mode transcendantal, sur la distinction des natures humaines de l'homme et de la femme, quitte à poser en retour l'égalité ontologique de l'universel et du particulier ?

Cette bataille, évidemment, n'est pas absolument achevée, ni achevable, parce que la conquête « complète » de l'égalité doit s'expliquer en cours de route avec toute une variété de « différences substantielles » présumées et que c'est la positivité même de toute « nature historique » qui finit par lui faire obstacle. « La lutte des femmes » s'oblige alors à anticiper toutes les luttes que la société mène « contre » ses propres contingences historiques, ce qui, dans l'absolu et dans l'immédiat, est son existence même. Mais même dans l'univers du progrès relatif, ce ne sont pas tous les hommes qui sont convaincus du fait qu'il n'y a pas de monopole masculin sur « l'universel », ni toutes les femmes qui acceptent que les genres soient contingents, qu'ils se soient « accumulés » au fil de l'histoire et que les distinctions contingentes qui les séparent ne peuvent pas davantage être acceptées telles qu'elles sont qu'éliminées d'un seul coup. D'ailleurs, il n'y a pas de recette théorique sur la manière de modifier une différence ontologique à caractère historique sans l'abolir afin de s'y tenir le temps de la transformer : « Nous les femmes exigeons que... » est déjà un énoncé paradoxal qui pose la différence qu'il prétend modifier alors que seule la pratique ignore le paradoxe. Par hasard ou autrement le Québec a pris certaines longueurs d'avance sur ce chemin où nous n'avons rien inventé, mais où la « transmission » a beaucoup fait.

J'en viens maintenant au thème de *l'éducation pour tous*. Au plus profond, dans la question de l'éducation, il y a cette idée que le contenu de notre humanité est en dehors de nous, et que cette humanité doit être conquise par chacun, par la connaissance de ce qui s'est accumulé et qui s'est cristallisé hors de nous. Être humain, c'est connaître les secrets d'un métier qui se sont accumulés sur mille ans, ou pouvoir diviser des nombres comme cela était impossible pour notre « espèce » il y a deux mille ans, ou avoir intériorisé le serment

d'Hippocrate, ou comprendre à peu près ce qui c'est passé lors de la Révolution tranquille...

Ça, c'est l'idée générale. Cependant, si cette idée a pu susciter un tel engouement depuis un siècle, ce n'est pas seulement en vertu de sa force intrinsèque, mais aussi parce que l'éducation est devenue en Occident le mode de reproduction de la classe moyenne. Pour la première fois, une classe sociale s'est formée et a aspiré à la domination sans que ses membres n'aient eu à la maison les moyens de reproduire le statut familial : ni boutique, ni terre, ni capital, ni monopole culturel, ni savoir privé, ni privilèges publics. Il n'y pas, dans ces familles, les moyens de conserver pour leurs enfants leur place dans la société. Les membres de la classe moyenne sont condamnés à emprunter le détour d'une institution publique, l'école, pour transmettre à leurs enfants leur statut de classe.

L'école publique a donc été le mode d'existence de la classe moyenne, une sorte d'objectivation de la culture seconde commune, où il était possible d'enchaîner par la loi les enfants jusqu'à 16 ans, non pas pour les condamner à l'aliénation, mais pour les élever à l'humanité où la société avait posé son « idée ». Phénomène récent au Québec, l'éducation publique est en conséquence l'une des institutions où la classe moyenne se reconnaît le plus fortement. On a pu le constater lors des grèves contre les frais de scolarité il y a trois ou quatre ans, quand la radio était remplie de gens qui criaient leur refus d'une hausse des frais. Le contrat, disaient les parents approbateurs des grévistes sur les « lignes ouvertes », voulait que nous allions payer pour l'Université collectivement, par l'impôt et après avoir terminé les études, et non pas individuellement, par l'emprunt et avant de les commencer. Vous ne nous changerez pas les termes de ce contrat, disaient-ils en somme, et vous ne concéderez pas à l'entreprise privée et à la richesse familiale le monopole quant à la « distribution » des chances.

Ces convictions se sont formées à l'instigation des révolutionnaires tranquilles, elles ont ensuite été comme l'air du temps pour les boomers, et les X en ont finalement expérimenté les limites, qui sont les limites de tout « privilège généralisé » : car quel est l'avantage d'avoir une voiture quand tout le monde en a une ? Dans le cas d'une chose qui, contrairement à l'automobile, est une « bonne chose en soi », ce n'est peut-être pas une blessure mortelle que de perdre

le pouvoir de donner des « avantages comparatifs » ; l'éducation pour tous, osons l'espérer, restera donc à l'ordre du jour.

L'amour de la république désigne enfin la liberté politique des anciens, une conception selon laquelle il y a dans la république quelque chose d'expressif et pas seulement des principes utilitaires. La république est le mode d'existence d'un être collectif qui se manifeste face au reste du monde et affirme son intention de participer au « concert des nations », comme on le disait jadis. « L'amour » de la république, de ce point de vue, c'est l'affirmation de ce qui mérite de se reproduire et de s'accroître (et de « vouloir » et de « pouvoir » en conséquence), c'est en somme le détournement de l'amour (celui que nous portons à ceux qui appartiennent avec nous « au cercle de la reconnaissance ») vers les institutions auxquelles ce cercle est suspendu. C'est aussi le sentiment d'appartenir aux multiples arts de vivre qui habitent le monde à nos côtés et que les institutions publiques empêchent de trop se contredire. L'amour de la république, finalement, c'est aussi (parfois ou souvent, hélas !) la détermination à se battre, *urbi et orbi*, entre « nous » ou contre « eux », pour faire prévaloir une interprétation de la légitimité du pouvoir et de sa fin.

La génération de la Révolution tranquille a procédé, de l'intérieur, à la critique de l'élite clérico-nationale et à la dénonciation discrète de son cléralisme ossifié, ce qu'elle a fait la main sur le cœur, au nom du personnalisme chrétien⁴. Politiquement, elle a donc dû se détourner de la « nation » de l'Église et se rebrancher sur une plus ancienne conception de la communauté politique, celle des Patriotes, pour annoncer finalement une nouvelle figure du collectif, celle qui allait aspirer à la souveraineté dans « notre État français d'Amérique » (le chanoine Groulx). Quand en 1960 Jean Lesage fit entendre pompeusement que « l'État du Québec » allait désormais « prendre » ses responsabilités et en inventer de nouvelles, c'était la première fois que l'on désignait comme État ce que l'on avait jusque-là appelé, pudiquement, la « législature » de Québec. C'est donc par-dessus la tête d'un siècle d'Église que les révolutionnaires tranquilles ont restauré au Québec l'idée d'État.

4. Sur cette question, voir l'ouvrage princeps de E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande Noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 2002.

L'honneur du travail, l'égalité politique des femmes, l'éducation pour tous et l'amour de la république ; voilà qui pourrait à nouveau donner l'orientation générale d'un programme si « le » politique n'était pas tombé dans l'assujettissement instrumental au capital *offshore*.

Des héritages mésestimés déjoués par leurs traductions « radieuses »

Tout cela est bien beau, mais vous devinez comme moi qu'il y a à cela d'autres empêchements, internes ceux-là. Dans le dialogue de sourds entre des types générationnels où nous servons de président de séance, rien n'est donné ni reçu, rien n'est offert ni accepté ; il y a ce qui fait l'effort de se penser soi-même dans son temps, il y a ce qui agit selon sa nature historique, il y a les circonstances qui tombent toujours sur les lignes de faille et il y a ce qui est inventé sur le tas, comme on le dit à l'usine, et que l'on met parfois longtemps à reconnaître. À chacun des indicateurs de mon inventaire, je ferai maintenant correspondre sa traduction contemporaine (comme pour éprouver jusque dans la dialectique du réel l'impitoyable maxime : *traduttore, traditore*), une traduction qui est aussi la conséquence de ce que nous sommes en train de faire de ce que l'histoire a fait de nous.

Honneur du travail/consommation de masse. Dans le « sillage » de l'honneur du travail s'est dressé le léviathan de la consommation de masse. L'entreprise « organisée » a proposé jadis aux ouvriers d'abandonner la maîtrise de leur métier (en échange d'une augmentation de salaire, de la journée de huit heures, de vacances annuelles, d'un régime de retraite et d'une tolérance toute partenariale à l'égard du délégué syndical) et de reporter leur liberté (et tout le bel argent obtenu dans l'échange) vers l'espace de la consommation. Cette translation du travailleur en consommateur s'est amorcée au Québec dans l'après-guerre, mais le triomphe final de la consommation s'est réalisé sans que l'on se donne la peine d'assurer d'abord pour tous le triomphe de l'emploi.

Avec un peu de chance, les adolescents entrent maintenant dans la consommation avant d'avoir un revenu et ils reçoivent de leur caisse populaire une carte de crédit avant d'obtenir le droit de vote. Ils commencent à recevoir des factures mensuelles à 16 ans, dès qu'ils

ont reçu leur horaire variable dans un commerce de détail, ils ont des paiements à respecter sur une voiture qui les mène de l'école au centre commercial, d'autres pour leur téléphone portable, et ils reçoivent du fédéral le remboursement de la TPS avant de connaître le nom de leur député. Tout le commerce de détail, qui est l'essentiel de l'économie postmoderne, est désormais passé aux mains des adolescents.

Quand j'étais jeune, les commis des magasins de chaussettes avaient 62 ans et étaient soutiens de famille; les vendeuses dans les boutiques de disques étaient des spécialistes en musique et leurs collègues des librairies étaient pratiquement des professionnels, du moins des intellectuels. On n'en voit plus la trace. Ils ont été remplacés sans ménagement, en quelques années, par des filles et des garçons de 16 ans qui ont quatre comptes bancaires pour simplifier leur gestion financière. Et l'on est parfois pris par l'envie d'espionner sa fille adolescente pour s'assurer qu'elle n'est pas, en plus, en train de s'acheter des REER.

Comme vos mères pour lesquelles le droit de vote était déjà acquis, vous êtes sans doute la première génération à naître directement dans la consommation. On vous harcèle depuis l'école primaire avec la question des jobs d'avenir, avec les principes du budget personnel et avec l'art... de construire un CV. Des jeunes de 14 ans ont une vision de l'avenir qui s'exprime dans l'idiome des *lifestyles* et ils comprennent avec une aisance toute naturelle le concept de «niveau de vie». Que peut bien désigner pour eux le niveau de vie? L'intensité du métabolisme basal, la fréquence des poussées d'adrénaline? En ciblant les plus jeunes, on le voit, une société peut très rapidement «naturaliser» un rapport à l'existence qui passe par cette mystérieuse prothèse symbolique qu'est le niveau de vie.

Il n'est pas impossible que la consommation soit comme le tabagisme et que l'on découvre qu'elle est mortelle seulement après cinquante ans de jouissance. Notre désarroi serait complet si nous devions, demain matin, trouver des loisirs autres que ceux proposés sur le marché, nous donner de l'assurance nous-mêmes ou accumuler les amis Facebook sans fournisseur Internet. Le fait que tout a un prix a d'ailleurs lui-même un prix : plus le travail renonce, au profit de la consommation, à l'espoir d'avoir un sens en lui-même, plus sa précarisation s'accroît.

L'histoire de la consommation, qui remonte au moins à la fin du XIX^e siècle, s'est engagée vers sa forme triomphante actuelle à la faveur d'une alliance de classes dirigée contre Adolf Hitler. Au milieu des années 1930, les puissances occidentales se sont rendu compte que le chancelier du Reich voguait sur la plus gigantesque mobilisation politique que l'on n'ait jamais vue. À partir de 12 ans, les Jeunesses hitlériennes faisaient de l'escalade en chantant leur volonté (de fer) de conquérir (sans merci) les sommets (surhumains) de l'avenir (inflexible). On épurait les incurables des hospices, on identifiait les mauvais Allemands en vue d'une suite innommable et, dans les maisons de retraite, les mémés devaient tricoter pour le Führer afin de conserver leur place. Histoire tristement connue. Dans les cabinets des puissances voisines (ou rivales), on se disait : « Ça va mal aller », mais on laissait courir en attendant que les choses se précisent, ce qui est arrivé en 1939.

Le problème qui se pose alors est assez simple : « Comment, vingt ans après Verdun et Vimy, envoyer une deuxième fois les jeunes travailleurs à la boucherie ? » Lord Keynes écrit un livre sur ce sujet en septembre 1939 (*How to pay for the war*), et il a un plan : il faut offrir aux ouvriers une alliance de classes en s'engageant rapidement, et véritablement, dans tous les programmes de justice et de sécurité sociale que l'on a laissé traîner depuis 1848. L'Angleterre assure la direction générale du mouvement et, dans tous les pays, on vote des lois sociales-démocratiques : l'assurance-chômage, la loi sur les mères nécessiteuses, les allocations familiales au Canada, toutes choses qu'Adélard Godbout suit ou précède, en y ajoutant l'éducation pour tous. Le *Warfare State* réinvente le *welfare*, et ce dernier se développe sur la base d'une alliance de classes avec les ouvriers et les fermiers. On leur dit : « Si vous nous envoyez vos enfants, nous créerons une société nouvelle où il y aura une place pour le travail et du respect pour le travailleur. » Et on réunit autour d'une table *Big labour*, *Big government* et *Big capital* pour gérer les détails au quotidien, le tout selon un modèle qui est alors adopté dans tous les pays développés afin d'appliquer essentiellement les mêmes idées.

Salaires et traitements moyens bruts en dollars constants de 2000, au Québec, de 1901 à 2001



Sources : 1901, 1911, 1921, 1931, 1941, 1951, 1961, 1971, 1981, 1986, 1991, 1996, 2001, Recensements du Canada, Statistique Canada.

Les résultats ne furent pas longs à se manifester. Entre 1941 et 1971 — les Trente glorieuses — le salaire réel moyen brut a été multiplié par trois au Québec. C'est durant cette époque (que l'on a appelé dans tous les pays de l'OCDE la « modernisation », pour taire l'américanisation culturelle de l'Occident qui allait avec la domination politique et militaire des États-Unis) que s'est accompli le passage à la consommation triomphante.

Or, tout cela nous replonge en plein dans notre histoire de générations. Un économiste et démographe américain (Richard A. Easterlin) a calculé que les « rares » jeunes qui arrivaient sur le marché du travail dans les années 1940 gagnaient entre 80 et 85 % du salaire moyen de la branche où ils décrochaient leur premier emploi, un pourcentage que nos collègues qui donnent leurs premières charges de cours accepteraient sans doute les yeux fermés. Et qui donc, dans notre théâtre des types, avait 20 ans en 1940, sinon les révolutionnaires tranquilles ? Les voilà qui arrivent dans la vie active alors que les jeunes travailleurs sont recherchés, si l'on ose dire, que l'économie roule à plein régime et qu'elle s'engage sur le sentier lumineux d'une croissance du revenu réel qui va durer trente ans. C'est cela qui a

permis le passage massif à la consommation et qui l'a inscrite au centre d'un « mode de vie ».

Dans les procès (feutrés, évidemment, car le ressentiment n'est pas considéré comme une bonne technique d'analyse) que l'on instruit le plus souvent contre les boomers, on présume sans autre examen qu'ils ont tout eu et qu'ils n'ont rien laissé. En réalité, cet acte d'accusation conviendrait tout aussi bien aux révolutionnaires tranquilles, eux qui sont arrivés sur la Terre dans la foi et l'espérance et qui y connurent la prospérité, la révolution et la gloire, tout cela sans avoir eu à renoncer au paradis pour la suite des choses. Les « bébés »-boomers, de leur côté, fidèles à leur nom, n'ont jamais été autre chose que d'innocents rejets : ils ont grandi dans la prospérité des adultes, ils ont été les passagers de leur révolution (et l'ont peut-être un peu étirée, entre les cheveux longs de la contre-culture et la courte vue de l'expertise technocratique), ils ont ensuite défendu pour eux-mêmes les « acquis » de leurs devanciers et ils prennent maintenant leur retraite à même les économies de ceux-ci. En somme : *Baby all the way down*. On ne se surprendra donc pas qu'ils aient inventé en cours de route le désir de rester jeunes éternellement. Je dessine à grands traits, vous le comprenez.

Quant à ce qu'il est resté pour les X dans cette affaire, je n'y reviendrai pas, j'en ai déjà assez dit. Cependant, une chose mérite encore d'être rappelée : s'il y a ici un « défaut de transmission », il ne relève nullement de la nature des générations. Le calendrier qui a réuni celles-ci n'a pas été écrit qu'au Québec, et c'est l'histoire du monde qui, en battant la cadence de leurs rapports, s'est chargée de la traduction des héritages, en les trahissant et les travestissant tous un peu.

Égalité politique des femmes/parentalité narcissique. Les jeunes d'aujourd'hui sont les premiers véritables protagonistes (dans la position d'enfant ou dans celle de parent) de la parentalité narcissique. Tout comme pour la consommation, je ne suis pas convaincu que cette institution va nous mener très loin. J'ai beaucoup de nouveaux parents dans ma famille, des jeunes voisins, des étudiants et étudiantes des 2^e et 3^e cycles, et je côtoie beaucoup de nouvelles familles avec de jeunes enfants. Je crois voir là, de même que dans la littérature qui porte sur la famille et sur l'école, une chose qui s'est annoncée depuis longtemps culturellement et qui est maintenant en

voie de généralisation. Il y a chez les jeunes parents une demande déraisonnable adressée à leur progéniture, une propension à attendre de leur enfant la confirmation d'un statut (de père ou de mère) dont ce petit être ne connaît pas même l'existence.

Les couples, on l'a vu en parlant de l'égalité politique des femmes, ne se forment plus dans l'assurance mutuelle d'une « ontologie des genres » qui définirait la sphère familiale, mais se créent plutôt dans l'égalité formelle de l'espace public où chacun a ses droits, ses pouvoirs, ses talents, sa carrière, son patrimoine et sa singularité. La « puissance du genre » à l'égard de la génération, celle de l'homme comme celle de la femme, peut seulement ensuite se découvrir et s'affirmer en descendant dans l'espace intime, dans le bal privé qui va tourner autour de l'enfant, virtuel puis réel, et cela dès la naissance du moindre chat (qui sert d'objet d'entraînement). « Bal parmi les rosiers », si jamais il en fut. La demande déraisonnable jetée à la face des enfants : « Institue-moi dans la puissance de mon genre, moi qui prétends devenir auteur d'humanité, et dis-moi que je suis ton père, dis-moi que je suis ta mère », est une sorte de demande d'amour qui finira par précéder, telle une condition préalable, la reconnaissance de l'enfant *par* les parents et son accueil paisible dans le monde des hommes. La société, en quelque sorte, n'est plus autorisée à instituer sur le mode idéologique des pères et des mères, en faisant mine de reconnaître dans ces statuts des virtualités distinctes, et « genrées », de la nature humaine.

En l'absence de reconnaissance et de définitions qui viendraient de l'ordre symbolique extérieur à la famille pour fournir au bal privé des rôles à assumer, à interpréter ou à modifier, le partage de la parentalité et l'apprentissage du métier de parent n'est que faiblement régulé par la société. Chacun des protagonistes se fait une représentation des attentes de son partenaire et les deux ensembles cherchent dans la circulation de ces images une improbable règle de reconnaissance mutuelle et de partage du statut de parent. Comme jadis pour la puissance de travail du prolétariat, c'est le plus souvent la puissance de reconnaissance de l'enfant qui est mise en exploitation par les parents quand ils sont condamnés à chercher dans ses yeux le reflet de ce qu'est un père ou de ce qu'est une mère. La société contemporaine nous institue citoyen et personne, mais elle s'arrête là. Et c'est à l'enfant, qui ne sait pas davantage que qui-conque ce que sont « pères » et « mères », que l'on s'adresse pour être reconnu comme parent.

Certes, il y a encore dans «l'environnement» social une Cindy qui cherche sa mère, un Caillou qui aime son père ou une Lassie, je suppose, qui protège ses petits. Mais même ces «produits culturels» sont soumis à la loi générale de la société, et à plus forte raison aux lois qui ont été votées à l'assemblée, et ils ne peuvent, au mieux, qu'être en retard sur l'esprit général⁵. Un jour ou l'autre, Cindy négociera avec ses deux co-mères et avec ses trois frères dans deux maisons et elle trouvera que l'on attend beaucoup, à six ans, de son humanité présumée. Les statistiques nous révèlent que pratiquement personne n'arrive encore à «trouver son compte» dans cette économie de la parentalité, particulièrement volatile, mais elles ne disent pas que le problème est peut-être d'avoir à le chercher. Cela dit, ne présumons pas de ce que l'avenir réserve au passage à l'acte de la puissance du genre.

Dans le cas du Québec, cette mutation générale de la famille a été aggravée par le fait que le Canada français était fondé sur la famille. Toutes les institutions sociales du Canada français clérico-national affirmaient que la famille était la cellule de base de la société et que les «superstructures» n'avaient à son égard qu'un rôle subsidiaire. La manière pour l'Église de défendre le monopole moral qui était le sien consistait à marginaliser les institutions politiques et économiques, à imposer un destin parental à ses ouailles et à envahir la famille par les multiples avenues de sa pastorale pour la «seconder» et ainsi reproduire son propre monopole, en veillant à la reproduction de la «cellule».

L'effondrement de l'Église, longtemps après sa date de péremption il faut le dire, et le déplacement de la formation des «couples» vers l'espace public de l'égalité, qui était déjà bien engagé, n'a laissé entre les sexes ni la séduction rieuse de la franche attraction, ni la passion des amants, ni les devoirs de parents assurés d'eux-mêmes, seulement la lourde obligation de «recomposer» la famille sous l'égide d'un conseil gouvernemental et de le faire comme si c'était une entreprise privée, menée essentiellement sur le dos des enfants, voués à fournir le ciment.

J'inverse ici l'ordre des deux dernières valeurs, pour tenir compte du fait que l'encadrement d'ensemble est passé de l'État au système

5. On consultera avec un immense profit l'ouvrage que Marie-Blanche Tahon a consacré à son enquête sur la loi québécoise de l'union civile, notamment à ce décret du législateur qui pose que deux femmes peuvent être mères du même enfant, co-mères plus exactement : *Vers l'indifférence des sexes ? Union civile et filiation au Québec*, Montréal, Boréal, 2004.

et pour donc finir plus bas par l'examen du couple éducation pour tous / intégration au système.

L'amour de la république / L'État efficace. L'État contemporain est un producteur de services, selon une vision radicalement instrumentale de l'État. Il fournit des jouissances, dont au premier chef la sécurité : contre les bandits (et les « de plus en plus » jeunes contrevenants), contre les ennemis (Afghans, par les temps mystérieux qui courent) et contre le perceuteur (qui veut la peau du petit propriétaire, c'est bien connu). Il est l'agent de discipline des systèmes auxquels nous sommes raccordés (voir plus bas), où il fait respecter nos droits, lui-même droit, rond et bien peigné comme une garde paroissiale qui protège le tronc des œuvres de charité publique. Il doit être efficace. Il doit avoir une bonne gouvernance. Il doit être éthique. Il doit être ouvert. Il doit être une machine bien huilée, bien rodée, bien performante, en bonne santé et bien avisée.

L'État n'a ni à diriger, ni à orienter, ni à exprimer, ni à magnifier, ni à défendre ce que nous sommes, dit-on maintenant, ce qui relève plutôt de nos communautés respectives (natives, électives, volontaires, biologiques, culturelles, professionnelles, catégorielles, juridiques ou stratégiques). Il doit simplement être à l'écoute et au service des besoins des individus (y compris ceux du matin, qui relèvent de la voirie) dont il dépend pour son financement. Point à la ligne, c'est bien assez.

Les utopies que doivent vendre les politiciens (en s'adressant essentiellement aux rentiers) sont à l'avenant : baisser l'impôt, tasser l'État, réduire les files d'attente, lécher les bourses, payer les dettes, rassurer l'investissement, fouetter les fonctionnaires, bref : gérer tout ce négatif qu'est le politique.

Éducation pour tous / raccordement au système. Ce que je mettrais en parallèle avec l'éducation pour tous, c'est le raccordement au système. Nous sommes en voie de devenir des terminaisons nerveuses distribuées à la surface des systèmes. La question des droits d'accès est devenue une question centrale dans tous les domaines de la vie : accès à l'éducation, accès à la santé, accès à l'information, accès au loisir, accès au crédit, accès à la justice, accès à l'épargne, accès aux médicaments, accès à la culture, accès au logement, accès

à la propriété, accès au transport, accès à l'enfant, accès au droit et accès au droit de rêver.

Chaque jour, des dizaines de fois, nous entrons dans des zones sécurisées, nous passons des filtres, nous sommes « profilés », nous tapons des codes d'accès, nous récitons des mots de passe, nous montrons la carte privilège, nous passons au lecteur NEXUS dans une boîte de sardines OnStar et, en somme, nous circulons dans des systèmes « propriétaires », comme des chevreuils « tagués » à l'oreille ou des oiseaux migrateurs à puce. Nos appareils, tous reliés au système, sont mis à jour durant la nuit — un paradoxe qui en dit long sur l'opacité de nos appartenances ! Et nous servons, en tant que personnes, d'intermédiaires entre les messages qui se reproduisent en rebondissant sur nous.

La métaphore adéquate de cette objectivation multivariée du social est l'aéroport international géant. À tous les mille pas, nous changeons de terminal et de continent, nous passons des mains d'une autorité à celles d'une autre, nous traversons des sas, défilons dans des tourniquets, glissons dans des filtres, passons aux rayons X et au Eye Flash, et nous sommes parqués, alignés, décomptés, libérés, rat-trapés et emballés par tout un peuple de codes-barres qui régulent les flux des valises et de ceux qui les accompagnent.

L'eau, l'air, les aliments, les marchandises et les excréments passent par de semblables tourniquets et par de semblables contrôles. En fait, il n'existe aucun contact avec l'extérieur qui soit le fait du système lui-même, les fenêtres géantes dont l'architecte global dote le système n'étant que l'instance d'autocontemplation du tarmac et du terminal. Et, une fois que vous avez rejoint dans ce sens unique la transhumance de la partie du troupeau humain qui a au moins le bonheur de transhumer, vous ne pouvez que repartir dans une cage volante vers un semblable traitement... ou vers le commissariat de police (un retour vers « l'extérieur » qui est à déconseiller).

Au Québec, nous sommes entrés officiellement dans « l'aire » des systèmes par les portes sociales-démocratiques de l'éducation et de la santé. Autant il faut espérer que le premier garde quelque souvenir de notre antique aptitude à objectiver notre humanité sans en faire la cage d'une aliénation individuelle, autant il faut redouter que le second ne soit en train de devenir le *showcase* de l'oubli et de notre absorption dans le système de l'information.

Après trois élections démagogiques jouées sur le dos des files d'attente dans les urgences, l'évolution dans ce sens ne s'est nullement ralentie. Nos corps sont en voie d'être raccordés au collectif grâce à l'angoisse de la santé. Nous ne nous inquiétons plus de notre corps, de notre « système » respiratoire, de notre « système » cardiaque, de notre sensibilité, de notre fragilité, de notre ouverture béante sur le monde qui nous a faits ou de notre dette envers les 4 milliards d'années d'évolution de la vie dont sont issus tous nos organes (avec les diverses formes de conscience qui y sont incluses, dit Freitag), nous nous inquiétons de la santé du « système de santé » et de la longueur des files qu'il y aura le jour où nous aurons un malaise. Et nous continuons à tirer à boulets rouges sur la nature : « Mon Dieu, si je tombe malade, y aura-t-il une longue file d'attente ? Y aura-t-il un médecin disponible et une machine en état de marche ? »

Nous devons évidemment être raisonnables ; que la question « relative » de la démocratie soit en jeu dans cette angoisse de l'accès, passe encore. Mais, sur le fond, il faudra bien découvrir, à temps de préférence, que « tomber malade » n'est pas un scandale absolu et qu'il n'y a contre le fait de tomber malade ou d'avoir un accident nul remède infaillible.

En attendant, nous en redemandons. Nous voulons que nos corps soient solidement raccordés au système, comme les voitures neuves, avec *check-up* périodiques, rappels automatiques, vidanges annuelles, assurances tous risques, garantie prolongée... et voiture de service. Nous voulons des drogues, des procédures, des robots et des assurances. Nous voulons être plogués sur le soluté. Nous voulons que notre bien-être soit une fonction du système, ce qui est un désir à double tranchant que Tocqueville déjà a signalé à notre attention. Et nous voulons du « personnel » traitant. Une publicité récente en faveur des médecins de famille montre une famille entière, en commençant par les arrière-grands-parents, qui hurlent à la mort comme les personnages d'une tragédie grecque parce que le petit dernier souffre jusqu'aux larmes d'une colique : car le cher petit, voyez-vous, n'a pas de médecin de famille ! On voit ainsi que la rareté du plus sympathique des syntagmes démocratiques, le médecin de famille, peut être montée en épingle, comme si nous exigeons la présence de Big Brother auprès de chacun de nos organes.

L'angoisse de notre appartenance à la vie s'est transportée sur les médiations collectives qui l'atténuent et nous voudrions que

sur cette voie se resserre encore notre dessaisissement. Dans cette affaire, les systèmes de communication, d'information, d'opération et de programmation donnent le mauvais exemple (par leur faculté à *défaire* ce dont ils se saisissent pour le « servir » — ce que Freitag appelle « capacité totalitaire »). Sans compter que ces systèmes ont eux-mêmes été mis au monde par la circulation des « signes » de la valeur — bourses, finances et dérivés —, et que leur aptitude à traduire les « valeurs » en argent (une aptitude par laquelle ils se rendent nécessaires) rend en retour difficile l'effort de tracer la ligne quelque part.

Cette ligne, d'ailleurs, ne pourrait pas être celle d'un absolu, mais celle d'un ralentissement des mutations, le temps que notre liberté les reconquière. Les cochons enfermés dans des cages de fer où ils font du jambon en échange d'une moulée savoureuse et sans grumeaux ont, moins que nous, la faculté de se faire des illusions et ils sauront, mieux que nous peut-être, retourner aux pieds des grands arbres pour chercher des truffes quand ils seront libérés. L'abandon temporaire, par des hommes, de la continuité de leur nature historique est plus risqué, la latence des médiations culturelles et institutionnelles étant sans doute moins robuste. C'est du moins ce que plusieurs soutiennent aujourd'hui en parlant de l'évolution du Québec par rapport au Canada français, ce qui nous ramène brutalement à nos moutons. Notre intégration individuelle à des systèmes automatisés qui ont leur propre loi d'évolution est une forme aliénée de l'intégration sociale et, à la différence d'une participation à l'humanité qui passe par l'éducation, elle tend à défaire en nous et dans la société qui nous accueille les synthèses où s'accumule notre « nature », individuelle et collective.

Faire un X sur la génération X?

Nous sommes partis de votre hypothèse à propos des lacunes de la transmission culturelle et institutionnelle dans l'histoire récente du Québec et je me suis arrangé pour suggérer qu'elles n'étaient pas entièrement, ni même principalement propres à notre société. Les Canadiens français ont accouché de la société québécoise quand les eaux ont crevé, non pas après avoir choisi le bon moment sur Météo-Média, selon le temps qu'il allait faire. La question qui est maintenant sur la table, c'est celle de savoir ce que nous allons faire avec ce que les circonstances ont fait de nous, donc de choisir à quoi il nous aura été bon d'avoir été ce que nous fûmes. Évidemment, « nous », les

participants de ce colloque, nous ne savons rien du fameux « nous » historique bien rond qui se trouve évoqué dans cette question du reste un peu pompeuse, et nous devons donc revenir bien vite dans les limites de cette salle pour discuter modestement entre nous, c'est-à-dire entre sociologues, politologues, économistes, historiens et philosophes que nous sommes.

La génération X de notre typologie est maintenant à l'âge de sa maturité historique, et même à l'âge de sa maturité avancée. Pour rester dans notre typologie encore quelques instants avant de passer à autre chose, c'est avec cette idée à l'esprit qu'il nous faut aller vers le moment présent. Car si la génération X n'est pas déjà à l'œuvre, elle le sera bientôt. Comme elle a été dans sa jeunesse symboliquement laissée pour compte par les éternels « bébés » et qu'elle s'est trouvée matériellement retardée dans son développement, il ne serait pas a priori anormal qu'elle tarde, pour ainsi dire, à signer son temps.

Il se trouve, certes, dans un intervalle de cinq ans autour de 1960, des incarnations subjectives accordées au moment présent et à nos conceptions du succès : Guy Laliberté, Robert Lepage, Julie Payette, Jean Charest, Marie-France Bazzo, Régis Labeaume, Dédé Fortin, Line Beauchamp, Josée Verner, Pierre Karl Péladeau, Guy A. Lepage, Jean Leloup, François Legault, etc. Cependant, outre le fait qu'il faille beaucoup chercher pour arriver à allonger cette liste de figures publiques (comme si tout le monde était soit trop jeune, soit trop vieux pour entrer dans le groupe d'âge le plus important du Québec!), aucune signature collective de quelque nature ne semble encore vouloir coller à cette génération. À défaut d'incarnations subjectives qui feraient image, l'inspiration spirituelle de notre actualité (le *Zeitgeist*) reste indéfinissable.

À moins, évidemment, que l'œuvre de la génération X ne soit déjà terminée et qu'elle se soit déroulée dans la partie submergée de l'iceberg? La génération X, en effet, a été constitutivement mais discrètement pétainiste. Victime d'« injustices » qui ne lui ont pas échappé, cultivant dans le rapport à soi une sorte « d'identité victime » (Jean-Jacques Simard) capable de se traduire parfois en un *Fiat justitia, pereat mundus* aux accents agressifs, contemporaine du développement massif de nos facultés d'administration et de nos écoles de gestion de l'argent des autres, elle a peut-être appelé par sa pratique une justice supérieure à venir à son secours, troquant les vieux fétiches de la tribu et les totems de leurs devanciers contre de nouveaux talismans (le hockey contre le football, la québécoité

contre l'Amérique, le féminisme contre la testostérone, la coccinelle contre le pick-up, les chansonniers contre Metallica et l'État contre le système).

Un peu comme la vieille France de jadis, flouée par l'adhésion au socialisme de la jeunesse de 1936, avait accueilli derrière Pétain, et sans résister, un Ordre nouveau venu d'ailleurs, la jeunesse québécoise de 1980, abandonnée par le socialisme des vieux, s'est repliée derrière la fatalité financière néolibérale, qui pourtant la frappait aussi. Et comme le programme de la Révolution tranquille, qui les avait mis de côté, ne pouvait pas en retour être simplement dénoncé par vengeance, elle a salué son instrumentalisation par des pouvoirs supérieurs. Entre les « vieux gardiens d'acquis » et les jeunes consultants en marketing (les premiers suivis par l'aristocratie du « poste » syndiqué et les seconds par les hoplites de la pige), le « modèle québécois » est devenu une sorte de « *branding* » destiné au capital et une variété de poudre aux yeux pour nous-mêmes.

En somme, c'est le désordre de la petite injustice intergénérationnelle et de la grande honte des vétérans qui a permis d'accueillir au Québec, sans coup férir, l'ordre du marché, du vrai prix, des dérégulations compétitives, de l'attraction des capitaux, de l'assainissement des finances d'État, de la bonne gouvernance et « du voyage à New York » d'un premier ministre (entrepris sous les applaudissements d'un « sommet de la jeunesse »). Ayant échoué au test du partage de leurs fameuses « valeurs communes », les Québécois se sont résignés, les uns n'y croyant pas, les autres pleins d'espérance et la plupart sans états d'âme, au règne d'une loi de la valeur marchande, réputée impartiale et désintéressée ; comme si la loi saignante de la nécessité compétitive capitaliste valait mieux que l'injustice hypocrite de la solidarité.

Le travail historique des X, en forme de contribution mineure à l'évolution récente, serait donc, dans cette hypothèse, terminé. Ils ont accueilli la justice marchande du système continental dans « l'honneur et l'enthousiasme » faute de mieux, mais c'est eux qui payent maintenant pour le congé fiscal accordé aux investisseurs.

Voilà, le compte y est.

Pour sortir maintenant de notre convention initiale et pour quitter la sociologie de brousse par où nous avons pris le risque de faire un détour, il faut se rappeler que les coûts et bénéfices évoqués dans ces rapports intergénérationnels sont passés par les classes sociales et qu'ils ont contribué à les refaire : et que la manière dont

nous accueillerons l'avenir qui descend sur nous dépendra plus de la traduction des lignes de «partage» qui en sont issues en désaccords politiques qu'elle ne dépendra des différences générationnelles elles-mêmes. Le destin d'une génération, d'ailleurs, ne se constate vraiment qu'à la tombée du jour. Un tel constat est certes propice à la réflexion et il met la pratique à pied d'œuvre ; mais ce n'est pas le destin qui se lève le matin pour faire l'expérience de la vie.

Pour ce qui est de ma conclusion initiale portant sur notre statut de « naufragés du temps », il faudra, pour la démentir, en référer à la pratique.